**Critères
d'adhésion à
la Communauté**

Japon vers une production à plus forte technicité, les pays à richesses naturelles et les nations nouvellement industrialisées pourraient progresser dans l'harmonie. Le besoin d'importation du Japon stimulera la mise en valeur des matières premières et des produits transformés, ainsi que celle des articles manufacturés. Les nouveaux pays industriels pourraient combler le fossé au niveau des technologies intermédiaires, au fur et à mesure qu'évolue la structure industrielle du Japon.

Si cette structure économique intégrée semble si bien ajustée, elle simplifie trop l'immense complexité de la Communauté du Pacifique. À un bout de l'échelle, on retrouve des populations qui sortent à peine de l'âge de pierre ; tandis qu'à l'autre bout, c'est le monde du transistor et des micro-plaquettes que représente le Japon, deuxième économie de marché libre au monde. Quant à la Chine, qui renferme un quart de l'humanité, elle a les mêmes voisins que Nauru, État du Pacifique Sud à peine plus grand que le parc du Golden Gate [à San Francisco].

Sur le plan politique, la région connaît toute la gamme des régimes, depuis les démocraties représentatives jusqu'aux États communistes et aux juntes militaires. La diversité des religions, des races, des langues et des cultures rend le Pacifique l'une des mosaïques culturelles les plus complexes au monde. Il faudra temps, détermination et coopération pour dresser un grand objectif commun et tenter de le réaliser dans cet immense creuset culturel.

Prenons, par exemple, la question fondamentale de la composition de cette communauté économique. Si l'organisation se limite aux économies de marché libre, elle exclura automatiquement la Chine, l'U.R.S.S. et les États communistes de l'Asie du Sud-Est. Si elle se limite aux États souverains, Hong Kong ne pourra en devenir membre. Sans parler du statut diplomatique de Taïwan qui soulève d'autres problèmes encore.

Mon but n'est pas de présenter une image trop sombre, mais seulement de vous donner une certaine idée de la complexité qui nous attend. Lors de la Conférence tenue l'an dernier en Australie, tout le monde semblait convenir que ce sont les États à économie de marché de l'Amérique du Nord et du Pacifique Ouest qui seraient appelés à composer le "noyau" d'une Communauté économique du Pacifique. Cela comprendrait le Canada et les États-Unis, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les nations de l'ANASE, la Corée et le groupe des États insulaires du Pacifique. On prévoyait que d'autres pays du Pacifique pourraient participer à des groupes de travail appelés à étudier diverses questions.

Le résultat le plus positif de cette conférence fut la décision de former un comité permanent pour coordonner et planifier les prochaines étapes de la définition du genre d'organisation envisagée. L'idée d'une communauté de style européen a maintenant été pratiquement écartée. Les autres modèles comprennent l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), le Conseil économique des pays riverains du Pacifique et le Commonwealth britannique. Le Comité permanent, composé de représentants du milieu des affaires, de professionnels, d'universitaires et de hauts fonctionnaires, pourrait bientôt être formé pour commencer à étudier ces options.